



## Winxo livre ses quatre vérités sur l'affaire SAMIR

Dans: 12/10/2015 11:00:09 Pas de Commentaires

**Dans une analyse signée le top manager de Winxo, le groupe pétrolier marocain livre une nouvelle analyse de la crise qui traverse la SAMIR lire, notamment, que dans le contexte actuel « il est peu probable que l'Etat puisse revenir à la politique de subventions de cette raffinerie.. conduit à sa privatisation ».**

Par Winxo

Beaucoup de déclarations et d'analyses – dont certaines de qualité – ont été faites à propos de la Samir à la suite de l'annonce de sa déconfiture à l'immédiateté. Elles s'accordent toutes aujourd'hui pour la qualifier d'élément fondamental de la sécurité d'approvisionnement pétrolier du pays, voire de la sécurité nationale. Pourtant cette raffinerie ne s'est pas effondrée subitement comme un château de cartes. Elle s'est défaits lentement, durant des années. D'une certaine façon, presque sous nos yeux.

Apparemment – en dépit de recommandations précises – personne ne semble avoir douté sérieusement ni de ses fondamentaux ni de la solidité du potentiel de croissance dans un contexte d'importantes et durables surcapacités internationales de raffinage et de libéralisation affichée des activités pétrolières au Maroc. Ni du sérieux, ni des capacités de management de son actionnaire dit de « référence »... sans bien préciser laquelle. C'est ce qui aura permis à d'autres – à cette société de bénéficier, de subventions, d'aides et surtout d'emprunts disproportionnés dont le montant semble s'être singulièrement accru. L'équivalent d'une bonne partie du prix d'une nouvelle raffinerie.

Face aux atermoiements de l'actionnaire majoritaire, les yeux restent tournés vers l'Etat et les institutions financières, deux parties importantes de l'équation SAMIR. La partie essentielle de cette équation reste ce qu'elle a toujours été : La compétitivité. Derrière ce mot il y a la viabilité économique de cette raffinerie. C'est en fonction de cela que va se déterminer tout actionnaire; en fonction également du résultat des incontournables audits de sécurité et de danger. Dans le contexte actuel il est peu probable que l'Etat puisse revenir à la politique de subventions de cette raffinerie... qui avait conduit à sa privatisation. L'actionnaire majoritaire s'étant engagé à fournir – à partir de nouveaux investissements – des produits de qualité à des prix compétitifs dans un marché libre. En contrepartie d'un certain nombre d'avantages et de subventions, en principe limités dans le temps. Sauf qu'au lieu de s'inscrire dans un schéma global positif et équilibré de raffinage, de stockage et d'approvisionnement du pays en produits pétroliers, tel que recommandé dans la radio des chapitres « approvisionnement pétrolier du Maroc – Analyse suite incendie Samir novembre 2002 » et « Projet d'un Nouveau Schéma de Raffinage de Soudan d'approvisionnement Pétroliers 30 Juillet 2003 »; cette société s'était lancée tardivement dans la réalisation d'importants investissements ; pas toujours heureux. Pour certains d'autant plus inopportuns que leur coût apparaissait de plus en plus exorbitant. Tout en développant des pratiques, une gestion financière, une gestion des investissements et une gestion tout court, au caractère hasardeux. Sans que cela ait pu attirer l'attention. Il s'agit là des conséquences d'une conception inadéquate de la privatisation de cette raffinerie, de la stratégie d'approvisionnement du pays en produits pétroliers et de la modernisation de la raffinerie tels qu'ils ont fait l'objet d'une convention d'investissements conclue entre la Samir et le gouvernement le 20 Décembre 2004. Pour toutes ces raisons rappelées ici et dans la radioscopie, la Samir semble avoir sérieusement altéré ses chances et celles du Maroc de sauvegarder un minimum de compétitivité de sa unique raffinerie. Ironie du sort, à un moment où les marges de raffinage sont particulièrement favorables. Alors que le secteur de la distribution de la libéralisation des prix de ventes au public. On aura compris qu'au regard de la multiplicité des intervenants; de toutes les données techniques, économiques, financières et juridiques du problème; et de la perte de confiance qui en a résulté, une éventuelle sortie de crise de cette société risquerait d'être longue et compliquée. Et d'autant plus aléatoire que son actionnaire majoritaire lui-même reste exposé par ailleurs à un nombre élevé d'aléas. Mais que soit le cas de cette raffinerie, le Maroc s'en relèvera... pour peu qu'on veuille bien à présent appréhender le schéma d'approvisionnement pétrolier d'une façon conforme à l'esprit des temps.